



PREFECTURE DU GARD
SOUS-PREFECTURE DU VIGAN

Bureau des Relations avec les Collectivités Locales
et de l'Environnement
Affaire suivie par Mme BOISSON.
Réf : vb/
☎ : 04.67.81.67.06

- ARRÊTÉ n° 0709097 -

autorisant la communauté de communes Cévennes Garrigue
à exploiter une station de transit de résidus urbains et une déchetterie
sur la commune de ST HIPPOLYTE DU FORT

**Le préfet du Gard,
chevalier de la Légion d'honneur ;**

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié déterminant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-B-4/8 en date du 10 septembre 2007 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick MARTINEZ, Sous-Préfet du Vigan ;

Vu la demande d'août 2006 complétée en octobre 2006, présentée par M. Marc LEFRAPER DU HELLEN, président de la Communauté de Communes Cévennes-Garrigue, 28 rue de la Baraque, 30460 LASALLE, à l'effet d'être autorisée à exploiter une station de transit de résidus urbains et une déchetterie à SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT, lieu-dit "Tapis Vert", parcelles n° 483, 484, 485 section AN;

Vu l'ensemble des pièces du dossier et notamment l'étude d'impact et l'étude des dangers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2006 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique sur la commune de SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2007 prolongeant l'enquête publique ;

Vu le dossier d'enquête publique qui s'est déroulée du 3 janvier au 16 février 2007 inclus ;

Vu le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 29 mars 2007 ;

Vu l'avis du 12 décembre 2006 du service départemental de l'architecture et du patrimoine ;

Vu l'avis du 14 décembre 2006 de la direction régionale de l'environnement ;

Vu l'avis du 21 décembre 2006 de l'institut national des appellations d'origine ;

Vu l'avis du 22 décembre 2006 de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ;

Vu l'avis du 26 décembre 2006 du service régional de l'archéologie ;

Vu l'avis du 18 janvier 2007 de la direction départementale de l'équipement ;

Vu l'avis du 19 janvier 2007 de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Vu l'avis du 7 février 2007 du service départemental d'incendie et de secours ;

Vu l'avis du conseil municipal de Saint-Hippolyte-du-Fort par délibération du 8 février 2007 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 21 mai 2007 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 10 juillet 2007 ;

Le demandeur entendu ;

CONSIDERANT que les installations pour lesquelles l'autorisation est demandée sont destinées à remplacer des installations existantes provisoires et exploitées illégalement ;

CONSIDERANT que la nature et l'importance des installations pour lesquelles une autorisation est sollicitée et leur voisinage, les niveaux de nuisances et de risques résiduels, définis sur la base des renseignements et engagements de l'exploitant dans son dossier de demande, et notamment dans ses études d'impact et de dangers, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDERANT que la demande et les engagements de l'exploitant doivent être complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation indispensables à la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé, y compris en situation accidentelle ;

CONSIDERANT qu'un système de suivi, de contrôle efficace du respect des conditions d'autorisation, doit être mis en place par l'exploitant afin d'obtenir cette conformité, de la contrôler, et de rectifier en temps utile les erreurs éventuelles ;

CONSIDERANT que les conditions d'autorisation doivent être suffisamment précises pour limiter les litiges susceptibles de survenir dans l'application du présent arrêté ;

SUR proposition du Sous-Préfet du Vigan ;

ARRETE :

ARTICLE 1.- AUTORISATION.

1.1 - Installations autorisées

La Communauté de Communes Cévennes-Garrigue, représentée par son président, est autorisée sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter une station de transit de résidus urbains et une déchetterie situées à SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT, lieu-dit "Tapis Vert", parcelles n° 483, 484, 485 section AN.

La station de transit comprend une plate-forme pouvant recevoir 4 bennes de 30 m³ dans un bâtiment fermé de 274 m².

La quantité maximale de déchets susceptible d'être apportée en exploitation normale est de 16 t/j - 2 500 t/an.

La capacité journalière de transit de l'installation est au moins égale au double du tonnage journalier maximal soit 33 t/j.

La déchetterie comprend 6 quais bétonnés recevant chacun une benne de 10 à 35 m³, des conteneurs spéciaux pour le verre, les bouteilles plastiques, les papiers journaux et les huiles usagées, un local pour le stockage des batteries, des piles et des appareils électriques dans le bâtiment de gardiennage, une armoire pour les déchets ménagers dangereux.

L'établissement comprend également une aire de stockage de déchets verts de 875 m², un garage de 240 m², un réservoir de 2 m³ de gazole et un poste de distribution, un pont-bascule et une aire de lavage.

1.2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature :

Désignation des installations	N° rubrique	
Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains A - Station de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710	322-A	
Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public Superficie : 2 750 m ²	2710-2	
Dépôt de bois et déchets verts - volume 2 000 m ³	1530-2	

1.3 - Réglementation particulière :

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont notamment applicables à l'exploitation des installations :

- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 2 avril 1997 relatif aux déchetteries ;
- circulaire DPN/SEI du 26 septembre 1975 relative aux stations de transit de résidus urbains.

1.4 - Autres réglementations :

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables, en particulier du code civil, du code de l'urbanisme, du code du travail et du code des collectivités territoriales.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

1.5 - Conformité aux plans et données du dossier - Modification :

Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Par application de l'article 20 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 2.- CONDITIONS D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION.

2.1 - Conditions générales :

2.1.1 - Objectifs généraux :

Les installations doivent être conçues, surveillées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, directement ou indirectement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres, économes et sûres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective, le traitement des effluents et des déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées.

Il est interdit de jeter, abandonner, déverser ou laisser échapper dans l'air, les eaux ou les sols une ou des substances quelconques ainsi que d'émettre des bruits ou de l'énergie dont l'action ou les réactions pourraient entraîner des atteintes aux intérêts visés par l'article L 511-1 du code de l'environnement et plus particulièrement :

- des effets incommodants pour le voisinage ;
- des atteintes à la salubrité, à la santé et à la sécurité publique ;
- des dommages à la flore ou à la faune ;
- des atteintes à la production agricole ;
- des atteintes aux biens matériels ;
- des atteintes à la conservation des constructions et monuments ;
- des atteintes aux performances des réseaux et stations d'assainissement ;
- des dégagements en égout directement ou indirectement de gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :

- limiter le risque de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ;
- réduire les risques d'accident et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement ;
- assurer l'esthétique du site.

Pour atteindre les objectifs rappelés ci-dessus, l'ensemble des installations doit être au minimum aménagé et exploité dans le respect des conditions spécifiées dans le présent arrêté.

2.2 - Conception et aménagement des installations :

2.2.1 - Clôture :

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture défensive d'une hauteur minimale de 2 m.

Les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

2.2.2 - Voies d'accès et de circulation :

A l'intérieur de l'établissement des voies de circulation sont aménagées à partir des entrées jusqu'aux postes de réception et d'enlèvement des déchets. Elles sont constituées d'un sol en enrobé suffisamment résistant.

L'établissement dispose d'une aire de stationnement de façon à prévenir le stationnement des véhicules en attente, sur les voies publiques.

L'exploitant participe, dans la limite de ses compétences, à l'amélioration du réseau de voirie dans la ZAM du Tapis Vert pour faciliter le trafic.

2.2.3 - Quais de transfert des ordures ménagères et déchetterie :

Les quais et les aires de réception des bennes sont construits en matériaux robustes, susceptibles de résister aux chocs. La plate-forme supérieure est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre et la chute des personnes.

2.3 - Conditions d'admission des déchets :

2.3.1 - Origine géographique :

Les seuls résidus urbains reçus sur le site proviennent de la collecte ou sont apportés par les habitants et les entreprises de la Communauté de Communes Cévennes-Garrigue.

2.3.2 - Nature des déchets admis :

Les seuls déchets admis sont les ordures ménagères, les résidus urbains assimilés aux ordures ménagères, les déchets mentionnés à la rubrique 2710 pour la déchetterie et les déchets verts.

2.4 - Conditions d'exploitation :

2.4.1 - Station de transit :

La durée du séjour des ordures ménagères ne doit pas excéder 24 heures.

La station de transit est toujours pourvue d'au moins une benne vide en état de recevoir des déchets.

A défaut, il est interdit de déposer des déchets sur les aires d'accueil des bennes ou de circulation.

Il est interdit de faire transiter, par la station, des déchets non refroidis dont la température pourrait provoquer un incendie, ainsi que des déchets liquides, même en récipients clos.

Le triage des ordures est interdit.

2.4.2 - Déchetterie :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés dans l'installation.

En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs.

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés conformément à la demande d'autorisation sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.

L'acceptation des déchets ménagers spéciaux figurant dans la liste des déchets de la demande d'autorisation est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.

Tout apport de déchets ménagers spéciaux fait l'objet d'une surveillance particulière. A l'exclusion des huiles et des piles, ces déchets sont réceptionnés par le personnel habilité de la déchetterie qui est chargé de les ranger sur les aires ou dans les locaux spécifiques de stockage selon leur compatibilité et leur nature. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les aires de stockage des déchets ménagers spéciaux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles).

Pour les huiles usées, une information notamment par affichage à côté du conteneur, attirera l'attention du public sur les risques et sur l'interdiction formelle de tout mélange avec d'autres huiles.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients.

Les déchets autres que les déchets ménagers spéciaux peuvent être déposés directement par le public dans des bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de la liste de la demande d'autorisation.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.

L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés ; les réceptacles des déchets ménagers spéciaux doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

2.5 - Propreté :

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

2.6 - Consignes :

Les règles d'exploitation, les conditions de prévention des pollutions, nuisances et risques, les itinéraires des véhicules, font l'objet de consignes portées à la connaissance de toutes les personnes intervenant sur le site.

ARTICLE 3.- PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX.

3.1 - Prélèvements :

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

3.2 - Consommation :

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

3.3 - Réseau de collecte :

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur du site.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

3.4 - Eaux sanitaires :

Les eaux usées sanitaires sont rejetées dans le réseau public d'eaux usées.

3.5 - Eaux de lavage - Eaux pluviales :

Les eaux de lavage des équipements et les eaux pluviales internes au site susceptibles d'être polluées, ne peuvent être rejetées qu'après passage dans des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures dimensionnés en fonction du débit à traiter et permettant de respecter les valeurs limites suivantes :

- matières en suspension totales (NF EN 872) : 35 mg/l

- hydrocarbures totaux (NF T 90 114 et/ou NF EN 9377-2) : 10 mg/l

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites.

L'effet de toute nouvelle surface imperméabilisée à compter de la date du présent arrêté doit être compensé comme suit :

- bassin de régulation de capacité équivalente à 100 litres par mètre carré de surface imperméabilisée,
- débit de fuite de 5 litres par seconde par hectare de surface imperméabilisée.

3.6 - Rétention des aires et locaux de travail :

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont traités conformément à l'article 5.

3.7 - Cuvettes de rétention :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 l si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même capacité de rétention.

La zone de stockage des déchets ménagers spéciaux est conçue de façon à ce qu'ils soient abrités de la pluie afin d'éviter toute accumulation d'eau dans la cuvette de rétention.

ARTICLE 4. - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.

4.1 - Principes généraux :

L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires, pistes de circulation et voies d'accès, doivent faire l'objet de nettoyages fréquents.

La combustion à l'air libre, notamment de déchets, est interdite.

4.2 - Odeurs :

Tout dégagement d'odeurs est immédiatement combattu par des moyens efficaces.

4.3 - Envois :

Les éléments légers dispersés dans l'enceinte de l'établissement et dans son environnement, sont régulièrement ramassés.

Si le transport vers le centre d'élimination ou de valorisation n'est pas effectué en caisson fermé, les déchets sont recouverts, avant la sortie du site, par une bâche ou un filet selon leur nature.

4.4 - Aérosols :

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour éviter la dispersion des aérosols générés par l'aire de lavage vers l'habitation mitoyenne.

ARTICLE 5. - GESTION DES DECHETS.

5.1 - Déchets résultant d'un déversement accidentel :

Les déchets résultant d'un déversement accidentel doivent être éliminés dans des installations autorisées. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être annexés au registre prévu à l'article 5.5.

5.2 - Brûlage :

Le brûlage est interdit.

5.3 - Traitements particuliers :

Il est interdit de procéder dans l'installation à toute opération de traitement des déchets, sauf broyage des déchets verts.

Tout transvasement, déconditionnement, reconditionnement, prétraitement ou traitement de déchets ménagers spéciaux est interdit dans l'enceinte de la déchetterie, à l'exclusion du transvasement des huiles.

Tout emballage qui fuit sera placé dans un récipient ou un autre emballage approprié.

Si la récupération des chlorofluorocarbures contenus dans les réfrigérateurs apportés est pratiquée, elle doit être effectuée dans des conditions garantissant l'absence de rejet de ces produits dans l'atmosphère.

5.4 - Evacuation des encombrants, matériaux ou produits :

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents casiers, bennes et conteneurs est réalisé périodiquement par l'exploitant.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir. En particulier, si les papiers, cartons et textiles ne sont pas stockés à l'abri de la pluie, ces produits doivent être évacués au moins une fois par mois. Les déchets ménagers spéciaux sont évacués au plus tard tous les trois mois.

Les ordures ménagères sont évacuées sous 24 heures et les déchets verts dans la semaine qui suit leur broyage.

Les médicaments inutilisés doivent être traités conformément à l'article L 596-2 du Code de la Santé Publique.

Les quantités maximales de certains déchets ménagers spéciaux susceptibles d'être stockés dans la déchetterie sont fixées de la façon suivante :

- 150 batteries
- 20 kg de mercure
- 3 tonnes de peinture
- 5 tonnes d'huiles usagées
- 1 tonne de piles usagées

- 1 tonne au total d'autres déchets.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant.

Les documents justificatifs de cette élimination doivent être annexés au registre prévu à l'article 5.5.

5.5 - Registre :

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature, la quantité et la destination des déchets évacués vers des centres de valorisation, de traitement ou de stockage autorisés. Cet état est tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées.

A cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets (à conserver 3 ans).

ARTICLE 6.- PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS.

6.1 - Objectifs :

Les installations doivent être implantées, construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

6.2- Valeurs limites de bruit :

Lorsque le niveau de bruit ambiant, incluant les bruits des installations, est supérieur à 35 dB(A), les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine, en tous points de l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cours, jardins, terrasses,...) de ces mêmes locaux, d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés.

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A, notés T du bruit ambiant (installations en fonctionnement) et du bruit résiduel (installations à l'arrêt). Elles sont mesurées conformément à la méthodologie définie dans l'annexe à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité.
- zones à émergence réglementée :
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse),
 - les zones constructibles, à l'exclusion des zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation,
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés dans les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de parties extérieures des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit.

Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré.

L'évaluation de ce niveau se fera sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations.

6.3 - Véhicules - Engins de chantier :

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur des installations doivent respecter la réglementation en vigueur.

En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué au titre de la législation relative à la lutte contre le bruit (loi 92-1444 du 31 décembre 1992 et ses textes d'application).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.4 - Vibrations :

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 (J.O. du 22 octobre 1986) relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

6.5 - Contrôles :

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation.

Les frais seront supportés par l'exploitant.

Un contrôle sera effectué dans le trimestre suivant la mise en service de l'établissement, dans des conditions de fonctionnement représentatives du niveau sonore maximal. Le rapport de contrôle sera transmis à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 7. - PREVENTION DES RISQUES.

7.1 - Information de l'inspection des installations classées :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Il fournira, à ce dernier, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes de phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui est présenté sous quinze jours au plus tard.

7.2 - Principes généraux :

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les abords du site sont maintenus débroussaillés. L'installation est accessible aux engins de lutte contre l'incendie.

7.3 - Moyens de secours contre l'incendie :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- de 3 poteaux d'incendie, dont un implanté à l'entrée de l'établissement,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel d'exploitation est formé à l'utilisation des extincteurs et aux mesures à prendre en cas d'incendie.

7.4 - Localisation des risques :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

7.5 - Installations électriques :

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

7.6 - Matériel électrique de sécurité :

Dans la zone de stockage des déchets ménagers spéciaux, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation ; elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de cette zone où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

7.7 - Vérification périodique des installations électriques :

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

7.8 - Interdiction des feux :

Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de déchets ménagers spéciaux et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.

7.9 - Consignes de sécurité :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets industriels spéciaux,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues à l'article 7.8,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

ARTICLE 8. - PREVENTION DE LA PROLIFERATION DES MOUCHES ET DES RONGEURS.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter la prolifération des insectes et des rongeurs.

L'installation est mise en état de dératisation permanente.

Les factures de produits spécifiques ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant la durée de fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 9. - AUTRES DISPOSITIONS.

9.1 - Inspection des installations :

9.1.1 - Inspection de l'administration :

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui seront effectuées par les agents désignés à cet effet.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

9.1.2 - Contrôles particuliers :

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles sonores, des prélèvements (sur les rejets aqueux, sur les rejets atmosphériques, sur les sols, sur les eaux souterraines) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le ministre de l'environnement, en vue de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation des installations classées. Les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

9.2 - Cessation d'activité :

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informe le préfet du Gard, au moins 3 mois avant celle-ci dans les conditions définies aux articles 34-1 à 34-3 du décret du 21 septembre 1977.

Il doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et qui permette un usage futur déterminé.

9.3 - Transfert - Changement d'exploitant :

Tout transfert d'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration auprès du Préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

9.4 - Taxe unique :

En application de l'article L 151.1 du code de l'environnement, il est perçu une taxe unique dont le montant est fixé par décret, lors de la délivrance de toute autorisation d'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement.

9.5 - Evolution des conditions :

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitant doit se conformer à toutes celles que l'administration pourra juger utile de lui prescrire ultérieurement, s'il y a lieu, en raison des dangers ou inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments.

9.6 - Affichage et communication des conditions d'autorisation :

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

Ce même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis au public est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10.- EXECUTION - NOTIFICATION.

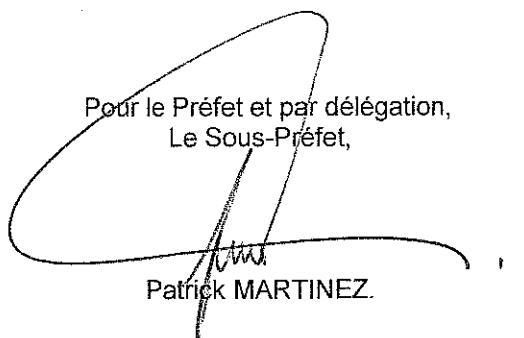
Le présent arrêté sera notifié au Président de la communauté de communes Cévennes Garrigue en sa qualité d'exploitant.

- Le Sous-Préfet du Vigan
- Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - ALES,
- Le maire de SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Vigan, le 28 septembre 2007.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,



Patrick MARTINEZ.